

Cote du document:	<u>EB 2008/94/R.23/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 e) iv)</u>
Date:	<u>11 septembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à la République du Soudan pour le**

### **Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session  
Rome, 10-11 septembre 2008

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après.

### **Rasha Omar**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2100

courriel: [r.omar@ifad.org](mailto:r.omar@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du don</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>

### Appendices

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

UGP	Unité de gestion du projet
CDB	Comité de développement des <i>boma</i> (groupes de villages)

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Soudan pour le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

## Carte de la zone du projet

### Soudan

Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan

(Project Id n°1453)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Soudan

### Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan

#### Résumé du don

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	République du Soudan
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et des forêts du gouvernement du Sud-Soudan
<b>Coût total du projet:</b>	25,9 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	8,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,5 millions d'USD)
<b>Cofinancier:</b>	Ambassade du Royaume des Pays-Bas
<b>Montant du cofinancement:</b>	9,0 millions d'USD
<b>Conditions applicables au cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	2,8 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,6 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de don à la République du Soudan pour le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Dans le Sud-Soudan, la pauvreté en milieu rural est liée à la poursuite du conflit, au déplacement des populations, à l'insuffisance des services, au manque d'accessibilité, à la rareté de la main-d'œuvre et à la faible productivité. Dans de telles circonstances, les possibilités d'acquisition de biens et de mobilité socioéconomique sont rares. L'agriculture est le principal moteur du développement économique et rural. En l'absence d'un dispositif opérationnel de services de distribution, d'intrants et de technologies agricoles, le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan adoptera une approche de vulgarisation à assise communautaire consistant à mobiliser les organisations communautaires, à développer leur capacité de production agricole et à renforcer les moyens dont disposent les administrations des districts.
2. Le projet sera la première intervention du FIDA dans le Sud-Soudan depuis l'accord global de paix signé en janvier 2005. Son but est d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus dans six districts en améliorant la productivité agricole et la commercialisation. La durée prévue du projet est de six ans, période divisée en deux phases. La première phase, d'une durée de deux ans, permettra de lancer le projet et de tester le dispositif d'exécution. Au cours de cette phase, le projet sera mis en œuvre dans trois districts: Terekeka dans l'État d'Équatoria central; Magwi dans celui d'Équatoria oriental et Bor dans celui de Jonglei. À la fin de cette première phase, un examen du projet sera réalisé pour en évaluer la pertinence, l'efficacité et les résultats. Cet examen présidera à l'élargissement du projet à trois autres districts.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Soudan au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette un don d'un montant de 8,6 millions de DTS (équivalent approximativement à 13,5 millions d'USD) pour aider à financer le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)

4. L'allocation calculée pour le Soudan au titre du SAFP s'élève à 25,6 millions d'USD pour le cycle 2007-2009. Il s'agit du premier projet approuvé dans le cadre de ce cycle du SAFP.

#### Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

5. Le gouvernement du Sud-Soudan inscrira ce projet dans son cadre annuel de planification et de budgétisation.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. D'après le Cadre du FIDA pour la soutenabilité de la dette, approuvé par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2007, le Soudan est classé "rouge", c'est-à-dire qu'il est admis à bénéficier d'un financement accordé à 100% sous forme de dons pour la période 2007-2009.

#### Flux de fonds

7. Les fonds du projet seront versés en monnaie locale sur les comptes des projets par l'intermédiaire d'un compte spécial libellé en dollars des États-Unis ouvert à la Banque Centrale du Sud-Soudan. Les signataires du compte spécial seront le directeur de projet et le contrôleur financier.

**Modalités de supervision**

8. Le projet sera directement supervisé par le FIDA tous les semestres.

**Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

9. Aucune dérogation.

**Gouvernance**

10. Les mesures ci-après sont prévues pour renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) le projet appliquera, dans la mesure où elles sont compatibles avec les directives du FIDA relatives à la passation des marchés, la réglementation du gouvernement du Sud-Soudan applicable aux achats, laquelle a été élaborée avec l'appui de la Banque mondiale et est conforme aux meilleures pratiques internationales; ii) l'unité de gestion du projet (UGP) sera constituée de spécialistes expérimentés en finances et passation des marchés; iii) un audit annuel des comptes du projet est prévu, pour lequel des fonds ont été réservés; iv) le comité de pilotage du projet se réunira tous les trimestres pour s'assurer que l'état d'avancement des activités est satisfaisant; et v) le FIDA et l'ambassade du Royaume des Pays-Bas effectueront des missions de supervision deux fois par an.

**C. Groupe cible et participation****Groupe cible**

11. Le groupe cible principal du projet sera constitué en se fondant sur les activités principales de subsistance, à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche. Dans chacune de ces catégories de subsistance, trois groupes vulnérables ont été identifiés en utilisant les critères du sexe et du déplacement: les femmes, les ménages dirigés par une femme et les ménages de rapatriés. D'après les estimations, dans les trois districts visés par la première phase du projet, 38 000 ménages<sup>1</sup> bénéficieront du projet, soit 80% de leur population rurale.

**Méthode de ciblage**

12. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet adoptera une méthode de ciblage globale non exclusive. Tous les ménages d'une communauté donnée devraient tirer parti des activités liées aux infrastructures. Des mesures de protection ont été prises pour s'assurer que les ressources affectées à des microprojets productifs atteignent bien les groupes les plus vulnérables, en particulier les ménages dirigés par une femme et les ménages de rapatriés.

**Participation**

13. Les comités de développement des *boma* – groupes de villages – (CDB) recevront une formation leur permettant d'animer un processus participatif pour définir les besoins de leur communauté et les activités productives pertinentes dans lesquelles pourraient se lancer les groupements d'intérêt. Pour les communautés, les CDB sont des structures légitimes qui sont donc bien placées pour mobiliser les groupements communautaires et pour recenser les besoins et les ressources des communautés. Des ONG nationales et internationales qualifiées seront recrutées par le projet pour fournir l'assistance requise aux CDB et aux groupements d'intérêt.

---

<sup>1</sup> D'après la base de données sur la transition et le redressement au Soudan (STARBASE) du Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires au Soudan (dont les données ont été regroupées avec les estimations du nombre de rapatriés de la Commission de secours et de reconstruction au Sud-Soudan, du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations), les trois districts ciblés ont une population estimée à 380 000 personnes, soit environ 60 000 ménages dont 48 000 vivant en milieu rural.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs-clés**

14. Le projet a pour but global de lutter contre la pauvreté et la faim dans la zone d'intervention. Son objectif est d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus tirés des activités agricoles et extragricoles. À cette fin, il entend: i) appuyer le développement communautaire d'activités productives avec la pleine participation des membres des communautés vulnérables, y compris des femmes; et ii) encourager le développement des infrastructures utiles pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus tirés des activités agricoles.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

15. Les principaux résultats du projet sur le plan des institutions seront les suivants: i) l'organisation et l'autonomie accrues des communautés des districts visés, en s'assurant que les femmes et les populations vulnérables participent sur un pied d'égalité; et ii) le renforcement de la capacité des bureaux des districts pour qu'ils puissent assumer leur rôle en matière de supervision/réglementation, de planification et de budgétisation. Le directeur de projet sera membre du groupe du secteur budgétaire "ressources naturelles" du gouvernement et contribuera à l'élaboration des politiques relatives à l'approvisionnement en semences et à la planification des budgets locaux pour le développement agricole en se fondant sur des connaissances empiriques.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. Le projet est conforme à la stratégie suivie par le programme de pays du FIDA<sup>2</sup>, qui entend appuyer les stratégies de subsistance des groupes ciblés pour renforcer leur capacité de production et favoriser l'instauration d'un environnement institutionnel porteur et l'amélioration de la gouvernance locale.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

17. Le projet appuie deux des principaux objectifs fixés par le gouvernement du Sud-Soudan pour 2011<sup>3</sup>: i) réduire l'insécurité alimentaire des ménages ruraux dans une proportion de 20%; et ii) aider au moins 20% des producteurs à accéder aux marchés. Le comité de pilotage du projet sera le comité déjà créé pour administrer les projets agricoles financés par le Fonds fiduciaire multidonateurs et la Commission européenne.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. S'agissant de l'harmonisation entre les cofinanceurs, les objectifs du projet s'inscrivent dans le droit fil de la politique néerlandaise de coopération en faveur du Soudan, dont la priorité est d'accroître la productivité agricole. Lors de la conception du projet, des mécanismes de coordination ont été prévus avec neuf projets, dont le projet d'appui au développement de l'agriculture et de la foresterie et le projet de développement de l'élevage et de la pêche, qui concernent ce secteur, – projets tous deux financés par le Fonds fiduciaire multidonateurs et portant sur les trois États dans lequel le projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan interviendra –, le programme de renforcement des capacités institutionnelles du Soudan en vue de l'information pour l'action en matière de sécurité alimentaire, le programme de reconstruction et de relèvement des communautés – phase I ainsi que sa phase II à venir, tous ces projets bénéficiant de l'appui de l'Union européenne.

<sup>2</sup> Tels que définis dans le document sur les options stratégiques pour le pays de 2002.

<sup>3</sup> Voir le document du gouvernement du Sud-Soudan intitulé "*Expenditure Priorities and Funding Needs*", présenté à la troisième réunion du Consortium pour le Soudan, tenue à Oslo, en Norvège, en mai 2008.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

19. Le projet aura trois composantes: i) développement communautaire, qui inclut l'appui technique et financier aux microprojets agricoles (55% des coûts de base); ii) l'infrastructure rurale et les équipements commerciaux (36%); et iii) la gestion et la coordination du projet (9%).

### **Catégories de dépenses**

20. Six catégories de dépense ont été prévues: i) travaux de génie civil (13% des coûts de base); ii) véhicules, matériel et matériaux (9%); iii) formation et réalisation d'études (17%); iv) services contractuels (29%); v) don et contribution des bénéficiaires (17%); et vi) dépenses récurrentes (15%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

21. Les principaux partenaires d'exécution sont les CDB, les administrations des districts appuyées par l'UGP, les unités de coordination des districts et les ONG nationales et internationales recrutées.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. La supervision globale du projet sera confiée au Ministère de l'agriculture et des forêts du gouvernement du Sud-Soudan (qui en est l'institution chef de file). La coordination et la gestion financière du projet relèveront de l'UGP, qu'abritera le Ministère de l'agriculture et des forêts. Les fonctions d'appui technique seront assumées par les Ministères de l'agriculture, des ressources animales et des forêts et par les Ministères s'occupant de l'infrastructure. Les CDB (avec l'appui des ONG) et les bureaux de district (appuyés par les unités de coordination des districts) auront la charge de l'exécution du projet au jour le jour<sup>4</sup>.

### **Rôle de l'assistance technique**

23. L'assistance technique sera fournie par des ONG nationales et internationales qui appuieront l'exécution des activités des composantes développement communautaire, infrastructure rurale et équipements commerciaux. En outre, le FIDA affecte des fonds au recrutement d'un consultant international qui facilitera le démarrage du projet en dispensant une formation à l'UGP dans le domaine de la gestion des projets et en aidant à élaborer le manuel relatif à l'exécution des projets. L'ambassade du Royaume des Pays-Bas mettra également à la disposition du FIDA un montant de 100 000 à 200 000 USD par an pour financer des activités d'assistance technique contribuant de façon directe à la bonne performance des projets et à l'amélioration du contexte général de l'agriculture au Sud-Soudan.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

24. L'accord de cofinancement avec l'ambassade du Royaume des Pays-Bas sera conclu d'ici à décembre 2008.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

25. Le coût total du projet est de 25,9 millions d'USD sur six ans, période qui sera divisée en deux phases. Les sources de financement extérieur sont les suivantes: i) un don du FIDA d'un montant de 13,5 millions d'USD (52%); et ii) un don de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas de 9,0 millions d'USD (35%). La contribution du gouvernement sera de 2,8 millions d'USD et celle des bénéficiaires de 0,6 million d'USD.

<sup>4</sup> On trouvera de plus amples détails sur les responsabilités en matière d'exécution à la section IV.B. du rapport publié à la fin de la phase de conception.

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

26. Les avantages que tireront les ménages du projet sont les suivants: i) une amélioration de la production agricole, de la sécurité alimentaire et des revenus à l'échelle des exploitations; ii) une plus grande autonomie des femmes et des hommes; iii) une capacité de gestion renforcée et une obligation accrue de rendre des comptes à l'échelle des districts; et iv) une atténuation des risques que posent pour la sécurité les conflits en rapport avec les ressources.

### **Viabilité économique et financière**

27. L'analyse financière prévoit un accroissement du revenu moyen des ménages bénéficiaires de 170 USD par an grâce à la vente des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. D'après une simulation, les taxes perçues sur le surcroît de production agricole pourraient être pour les districts une source non négligeable de ressources leur permettant de financer leurs besoins de développement.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

28. Le projet participera aux réseaux suivants financés par le FIDA: i) KariaNet, le réseau de gestion des savoirs des interventions du FIDA dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord; ii) un programme de renforcement du suivi et de l'évaluation dans la Division Proche-Orient et Afrique du Nord; iii) le programme d'amélioration de la gestion de l'eau à des fins agricoles en Afrique orientale et australe; iv) le réseau international pour le développement de l'élevage familial de volailles.

### **Innovations en matière de développement**

29. Le projet s'inspirera des expériences réussies de développement à assise communautaire menées par des ONG dans la région et ailleurs au Soudan, en les adaptant aux circonstances particulièrement difficiles du Sud-Soudan. L'exécution du projet, principalement confiée à des organisations communautaires et aux échelons inférieurs de l'administration locale, est une démarche innovante dans la zone du projet.

### **Approche d'élargissement**

30. Le coût de l'application à plus grande échelle dans chaque district de la méthodologie d'exécution du projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan sera financé par des dotations forfaitaires du gouvernement du Sud-Soudan aux États, par l'augmentation des recettes fiscales des districts et par les contributions des donateurs qui souhaitent appuyer le développement à assise communautaire.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

31. Quatre risques principaux pèsent sur le projet: i) la fragilité de la stabilité et de la paix au Sud-Soudan; ii) la faible capacité de gestion; iii) l'absence de mesures politiques concernant l'exploitation et l'entretien des infrastructures; et iv) les montants limités transférés par le gouvernement du Sud-Soudan aux États, un problème qui compromettrait l'élargissement du projet et sa reproduction à plus grande échelle. Les mesures d'atténuation prévues sont notamment: i) affecter des ressources à la création d'une instance de résolution des conflits; ii) étayer la capacité du bureau de pays moyennant la formation dans les domaines de la gestion financière, de la passation des marchés, de la planification, du suivi et de la budgétisation; iii) s'assurer que le gouvernement du Sud-Soudan s'engage bien à financer l'entretien des sections de route réparées dans le cadre du projet; iv) renforcer la position des États pour que, au fur et à mesure que leurs capacités se développent, ils soient en mesure de faire pression sur le gouvernement du Sud-Soudan pour obtenir plus de fonds.

**Classification environnementale**

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B dans la mesure où il ne devrait pas avoir d'effets négatifs marquants sur l'environnement.

**K. Durabilité**

33. Une stratégie de retrait progressif est envisagée pour les groupements d'intérêt bénéficiant de l'appui technique et financier du projet. Les CDB, grâce au renforcement des capacités, seront à même de planifier et de mobiliser l'appui en faveur du développement de l'agriculture et des entreprises pour le bien de leur communauté. La durabilité sera également assurée en appliquant la méthodologie du projet à l'échelle des districts.

**II. Instruments juridiques et autorité**

34. Un accord de don entre la République du Soudan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le don proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Les garanties importantes incluses dans l'accord de don négocié ne seront pas distribuées lors de la session, du fait que les négociations se tiendront après la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration.
35. La République du Soudan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA. Elle mettra les ressources du don à la disposition du gouvernement du Sud-Soudan aux fins de l'exécution du projet.
36. Je certifie que le don proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

**III. Recommandation**

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions six cent mille droits de tirage spéciaux (8 600 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Comprehensive Peace Agreement between the Government of Sudan and the Sudan People Liberation Movement, 2004

National Food Security Action Plan for Sudan, by GNU and GoSS Task Force, June 2007

### **IFAD reference documents**

Administrative Procedures on Environmental Assessment

COSOP, 2002

IFAD Concept Paper, September 2007

IFAD 2<sup>nd</sup> Exploratory Mission Back-to-Office Report, October 2007

Livelihoods and Gender Assessment Report, FAO TCIE, November 2007

Southern Sudan Livelihoods Development Project design document (PDD) and key files

### **Other miscellaneous reference documents**

Sudan Joint Assessment Mission Report, by the World Bank, the United Nations, the GoS and SPLM, March 2005

## Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p><b>GOAL:</b> To reduce poverty and hunger in the project area</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reduction in the prevalence of chronic malnutrition in children under 5 from 48%<sup>5</sup> to 24% (RIMS)</li> <li>Number of households that have improved food security, by type of household from a 1/3 household suffering from food insecurity to nil (RIMS),</li> <li>Households with improvement in household assets ownership index, by type of household (RIMS). Target: 38 000 households.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS baseline and impact surveys</li> <li>MTR and completion survey</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued stability and economic growth</li> </ul>
<p><b>Specific Objectives</b> Increased food security and incomes, through improved agricultural productivity and marketing.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increase in farm revenue by an average of \$170/HHd/ year from the sale of crop, livestock and fisheries.</li> <li>Increase in revenue achieved by FHH and returnees. Target: increase in revenues of these households is comparable to US\$170/ HHd/year.</li> <li>Increase in yields of 50%.</li> <li>Marketable surplus represents 25% to 50% of production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SSCCSE reports</li> <li>GoSS/UNICEF Household Health Survey</li> <li>ANLA, CFSAM, VAM reports</li> <li>FIVIMS of FAO</li> <li>Baseline survey, review and completion assessments</li> <li>Annual project assessments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Resilience to droughts and floods</li> </ul>
<p><b>Outputs</b> - The communities in the target counties are organized and empowered with equal participation of women and vulnerable people. - the microprojects undertaken by community interest groups increase farm and off-farm production and sales - The poor and vulnerable groups gain a higher benefit from the project</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No of community groups formed, operational, have regular book-keeping, registered and self-reliant at project end.</li> <li>BDC have developed capacity to organize, screen award and monitor micro-projects based on poverty and gender related criteria.</li> <li>BDC are able to plan and mobilize support for agriculture and business development in their community</li> <li>Profitability of the micro-projects and likelihood of sustainability (RIMS)</li> <li>About 50-70% of community groups have access to microfinance and linkages with traders/ suppliers.</li> <li>Number of women holding leadership positions in the community groups</li> <li>Number of people ranked as poor in membership of community groups</li> <li>Number of Returnees/IDPs membership in community groups.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project annual reports</li> <li>Supervision reports</li> <li>The service providers progress reports</li> <li>Annual beneficiary assessment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effective selection of micro-projects and beneficiary community groups</li> <li>Accountability exists in the community groups and in the Boma Development Committees</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>The communities have improved access to markets</li> <li>The communities have improved access to water</li> <li>Counties have the capacity to plan, budget and supervise.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Time to reach and cost of transportation to market reduced</li> <li>Number of households selling agriculture produce to the market</li> <li>No of HHd served by the boreholes (water supply)</li> <li>No of community groups responsible for water O&amp;M that are operational</li> <li>Timely and quality AWPB developed by the county.</li> <li>Earmarked allocation for O&amp;M in the county development plan.</li> <li>% disbursement of the O&amp;M allocation for the infrastructure supported by the project.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project annual reports</li> <li>Supervision reports</li> <li>County reports</li> <li>Annual beneficiary assessment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increase in Government transfers to county</li> <li>Procedures for the cost recovery of O&amp;M of roads and markets established.</li> </ul>

<sup>5</sup> This figure represents the average chronic malnutrition for children under 5 in Southern Sudan (Source: FAO/ WFP crop assessment, 2006)



